

Le MR prêt à discuter de la vente de Belgacom et bpost

Les participations de l'État pourraient rapporter jusqu'à 13 milliards d'euros.

B. MATHIEU ET F. BAILLY

Les discussions continuent autour de la formation d'un gouvernement fédéral de coalition suédoise. Et chaque jour apporte un nouveau dossier sur la table des négociations.

Lundi, la N-VA lançait un ballon d'essai en dévoilant sa volonté de réévaluer les participations de l'État fédéral dans ses entreprises publiques, avec Belgacom, bpost et BNP Paribas

en ligne de mire. Selon le député Peter Dedecker, siégeant pour les nationalistes en Commission «Infrastructure» et cité par le site d'informations «Newsmonkey», l'État n'a

pas pour vocation de s'occuper du courrier ou de jouer les opérateurs télécoms. «Ce n'est pas son cœur de métier, laissons cela au privé».

* La chanson est connue. Elle est tout sauf originale dans la bouche de la N-VA. Ce qui est nouveau, c'est que le sujet est chaud, qu'il pourrait être ancré au projet d'accord de gouvernement en discussion.

Côté flamand, les troupes de Bart De Wever partiraient avec le soutien déjà presque acquis de l'Open VLD. Côté francophone, le MR marche sur des œufs, comme dans tous les dossiers actuellement à l'étude. Offi-

cieusement, il n'y a cependant «aucun tabou», nous souffle-t-on à plusieurs sources. Il s'agirait surtout

d'évaluer l'intérêt de l'entreprise, au cas par cas. En gros: quel rôle peut encore jouer l'État pour bpost, Belgacom ou BNP sur des marchés très concurrentiels? «Il faut vivre avec son temps, au-delà de la question des transports, la notion même de 'service public' a vécu», entend-on dans les rangs du MR où on se dit prêt à «en parler». Reste encore à voir si c'est le bon moment pour vendre. Et quoi? Ici, les avis divergent. **LIRE PAGES 4 ET 12**

«Il faut vivre avec son temps, au-delà de la question du transport, la notion de service public a vécu.»

La N-VA remet la vente des bijoux de famille sur la table des négociations

Se séparer des participations dans Belgacom, BNP Paribas et bpost pour soulager la dette: l'idée ne braque plus grand monde. Est-ce le bon timing?

FRANÇOIS BAILLY
BENOÎT MATHIEU

Et si c'était le moment de revendre les derniers bijoux de famille? La question est loin d'être neuve - un petit refrain qui s'en va et puis revient, surtout lorsque le fédéral doit boucler un budget périlleux. Alors maintenant, vous pensez bien: des négociations gouvernementales sous un ciel budgétaire menaçant, puisque l'on parle de 17 milliards d'euros à dénicher d'ici 2019. Il n'en fallait pas plus pour qu'elle revienne squatter le devant de la scène.

Là, c'est la N-VA qui a remis ce dossier tout en haut de la pile. A en croire son député Peter Dedecker, spécialiste des questions d'entreprises publiques et cité par le site d'informations «Newsmonkey», l'État n'a pas pour vocation de s'occuper du courrier ou de jouer à l'opérateur télécom. Ni au banquier, surtout au sein d'une enseigne française «où il n'a rien à dire». Belgacom, BNP Paribas et bpost: les participations visées sont aisément identifiables.

En pleine formation, la sortie de la N-VA n'a rien d'innocent. En fait, la partie, cette fois, pourrait être bien

emmanchée. Côté flamand, la N-VA peut tabler sur l'appui de l'Open VLD. Vincent Van Quickenborne «a toujours été le premier à soutenir qu'il fallait vendre lorsqu'il était ministre de l'Economie», rappellent les uns et les autres. En substance, «la discussion est intéressante», laissent entendre les libéraux flamands. La position du CD&V paraît moins tranchée. Question de philosophie: conserver des participations, c'est «s'assurer de garder les centres de décisions». Pourtant, Stefaan De Clerck, placé à la présidence de Belgacom, a déjà été clair sur le sujet. «L'État belge doit décider s'il veut continuer à faire partie de l'aventure ou non», nous disait-il en mars. Or s'il décide de rester, ce doit être dans un rôle de «vrai partenaire stratégique», insiste l'ex-ministre.

Un «coup» à jouer

Reste à voir ce qu'en pensent les francophones... ou à tenter de les séduire. Officiellement, le MR est muet depuis l'entrée en scène de Charles Michel. Officieusement, il n'y a pas de tabou. «On ne poussera pas à ce genre de discussion, glisse un cadre du parti. Mais nous sommes ouverts à la question.» Pour les «bleus», il s'agirait surtout d'évaluer l'intérêt de l'entreprise, au cas par cas. En gros: quel rôle peut encore jouer l'État pour bpost, Belgacom ou BNP Paribas sur des marchés très concurrentiels? «Il faut sortir d'un cadre d'une décision qui

ne serait que budgétaire et bien se dire, qu'au-delà des transports, la mission de 'service public' a vécu avec le temps.»

C'est que, politiquement, il y a un «coup» à jouer. Puisque la future coalition suédoise, en guise de calmement de la paix tendu aux syndicats, a promis de ne pas toucher à l'indexation des salaires et de ne pas limiter dans le temps les allocations de chômage, voici une façon, avec le nucléaire, de se démarquer d'une coalition marquée de l'empreinte socialiste. Pas de précipitation, met toutefois en garde Georges Hübner. Il ne faudrait pas oublier l'aspect stratégique du dossier. Si la Belgique se sépare de Belgacom ou bpost, elle a tout intérêt à se ménager des garanties, en termes de gouvernance notamment. Histoire de ne pas se mordre les doigts par après, comme dans le secteur énergétique, illustre le professeur de finances à l'UIg.

Encore faut-il que la vente tienne la route, financièrement parlant. Il y a ce qui brille: Belgacom, BNP Paribas et bpost, voilà qui ferait miroiter une manne de plus de 12 milliards, s'est-on amusé à chiffrer chez KBC. Alléchant. D'un autre côté, vendre, c'est se priver de dividendes. D'accord, en 2015, celui versé par Belgacom aura maigri de 118 millions par rapport à 2014, mais tout de même. BNP et bpost devraient, eux, maintenir leur «performance». Et un rende-

ment compris entre 3 et 6,8%, c'est plutôt confortable et supérieur au coût de financement de la dette, qui ne dépasse que de peu les 2%.

Est-ce seulement le bon moment de vendre? Peu de monde insiste pour rester à bord de BNP Paribas, mais se défaire illico des 10,28% n'est sans doute pas très judicieux. Pas parce que l'Etat est entré en catastrophe en 2008 au prix de 58 euros le titre, qui n'en valait «plus que»

48,9 hier à la clôture - soit une moins-value d'à peu près un milliard. «Cet argument relève du regret, de l'émotionnel», balaie Georges Hübler. Ce dont il faut s'enquérir, c'est de la valeur intrinsèque de BNP. La banque française est vraisemblablement sous-évaluée actuellement, table-t-on chez Petercam, essentielle-ment du fait de l'amende gigantesque infligée par les Etats-Unis.

«J'attendrais avant de vendre», souligne cet analyste. Que la banque ait le temps de rétablir la confiance et que le climat redevienne positif pour les valeurs bancaires. Son objectif de cours flirte avec les 60 euros - en février dernier, le titre paraissait à plus de 59 euros, avant de dégringoler suite à la mésaventure américaine.

Du côté de Belgacom, les évidences sont moins au rendez-vous. Le titre a quitté sa déprime de la mi-

2013, sous les 17 euros, pour remonter à 25,95, au-dessus des 24,5 de son introduction en Bourse, en 2003. Le début d'une pente ascendante? Prudence, insiste-t-on chez Petercam: le futur boursier de Belgacom est difficilement prévisible, vu les mouvements qui traversent le secteur. Seule certitude: le cours actuel n'est pas «bon marché», boosté par les récents (et bons) résultats. Lisez: le prix actuel est un bon prix.

12

milliards €

4,7 milliards pour Belgacom, 6,4 pour BNP Paribas et 1,85 pour bpost, estime KBC. Même avec une remise de 5%, cela fait toujours plus de 12 milliards.

ÉCONOMIES

ET SI ON DIMINUAIT LA NORME DE CROISSANCE DANS LES SOINS DE SANTÉ...

On le sait, les négociateurs de la «suédoise» vont devoir racler les fonds de tiroir. L'objectif fixé par le comité de monitoring est colossal. Le prochain gouvernement est obligé de trouver 17 milliards d'économies d'ici 2019. Bref, les négociateurs du CD&V, du MR, de la N-VA et de l'Open VLD vont devoir être inspirés et ratisser large pour boucler leur budget. La situation semble d'autant plus complexe que le niveau fédéral de la Belgique sort d'un solide assainissement budgétaire lié à la sixième réforme de l'Etat.

Avec un tempo dicté par la rigueur budgétaire ces 5 prochaines années, le tandem Charles Michel-Kris Peeters se voit obligé d'explorer toutes les pistes. Et la réduction du train de vie de l'Etat ne suffira pas. L'une des pistes examinées par les techniciens et qui devrait atterrir sur la table lors des plénières consiste à revoir légèrement la norme de croissance des soins de santé.

Qu'en est-il? Les dépenses autorisées en matière de soins de santé avoisinent les 27 milliards d'euros pour 2014, en croissance de 3% par rapport au budget 2013. Ces 3% représentent la norme de croissance des dépenses en soins de santé d'une année à l'autre. En 2013 par exemple, cette norme avait été limitée à 2% par rapport à l'objectif budgétaire 2012 alors que la hausse annuelle réelle était de

4,4% sur la période 2006-2011. Coincé par des impératifs budgétaires, le prochain gouvernement pourrait toucher une nouvelle fois à cette norme en la ramenant à 2,5%.

Qu'est-ce que cela signifie?

Pour chiffrer le montant des économies à 17 milliards d'euros, le comité de monitoring a déjà intégré une norme à 3%. La réduire à 2,5% permettrait de dégager 675 millions sur l'ensemble de la législature.

Cette option comporte cependant quelques risques, soulignent les acteurs du secteur. Jean Hermesse, le président de la Mutualité chrétienne, estime qu'il sera «plus difficile d'intégrer le coût des nouveaux médicaments». Il n'y voit cependant pas un recul dans l'accès aux soins de santé.

Son confrère des Mutualités socialistes, Michel Jadot, est plus critique. Il refuse d'entendre parler d'une diminution de la norme de croissance sous la barre des 3%. «Il faut continuer avec ces 3%. Si la norme est insuffisante, il y aura demain une responsabilité des organismes assureurs et on nous accusera de ce déficit. Au final, on devra combler ce déficit en augmentant la cotisation de nos membres», avertit Michel Jadot. «Ce n'est certainement pas en chipotant sur la norme de croissance que le gouvernement pourra combler le déficit d'ici la fin de la législature», insiste-t-il.

F.-X.L.